

---

## **LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE ET LES PROJETS FRANÇAIS D'OUVERTURE DU FRONT DES BALKANS 1939–1940**

### **Résumé**

*Cet article analyse les relations militaro-politiques franco-yougoslaves du début de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la chute de la France le 22 juin 1940. Ce document souligne particulièrement le rôle joué par le facteur militaire dans la préparation des plans du général Maxime Weygand visant à ouvrir le front des Balkans contre l'Allemagne au printemps 1940, avec la participation de la Yougoslavie, de la Grèce, de la Roumanie et de la Turquie. Un accent particulier est mis sur le rôle joué par le ministre yougoslave de l'Armée et de la Flotte, le général Milan Nedić et le prince Pavle Karadjordjević, dans ces négociations. (Ce mémoire a été effectué selon) Cette recherche a utilisé la méthode historico-comparative. Elle a été rédigée à partir de documents d'archives d'origine yougoslave, française et allemande, publiés ou non, et de publications pertinentes.*

**Mots – clés:** *Yougoslavie, France, Seconde Guerre mondiale, front de Balkans, M. Weygand.*

---

## Introduction

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la France devint la principale puissance militaire continentale et, avec la Grande-Bretagne, le garant d'un système de sécurité européen fondé sur les résultats de la Conférence de la paix de Paris (1919-1920).

En tant qu'État résultant dudit « système de Versailles », le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (qui devint le « Royaume de Yougoslavie en 1929) a considéré la France, pendant de nombreuses années, comme le principal soutien en matière de politique étrangère et l'État protecteur du Royaume, bien qu'il n'y ait pas eu d'accord formel sur l'alliance.<sup>1</sup> Cela s'explique principalement par la tension des relations italo-yougoslaves qui, pendant toute la période de l'entre-deux guerres, alourdissaient la politique étrangère et de sécurité de l'État yougoslave. L'Italie, en tant que puissance européenne qui n'est pas opposée aux intérêts allemands en Europe centrale, était un allié plus utile à la France dans sa politique de contrôle de l'Allemagne que le jeune royaume yougoslave. Cependant, par le biais de l'alliance de la Petite Entente avec la Tchécoslovaquie et la Roumanie, beaucoup plus proches de la France, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes / Yougoslavie faisait partie du « système de sécurité français » en Europe centrale, et la France a de temps en temps fait des efforts pour soutenir le renforcement de la puissance militaire du Royaume de Yougoslavie. La première étape dans cette direction a été l'approbation française d'un emprunt de 300 millions de francs fin 1923, suivi du Pacte d'amitié franco-yougoslave de 1927, qui contenait également une convention militaire secrète sur la coopération en matière de renseignement.<sup>2</sup> Peu de temps après, la réforme des forces armées

---

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur les relations franco-yougoslaves entre les deux guerres : Vuk Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata* (Da li je Jugoslavija bila francuski satelit ?), Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1985 ; Stanislav Sretenović, *Francuska i Kraljevina Srba, Hrvata i Slovenaca 1918–1929*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 2008.

<sup>2</sup> Le pacte d'amitié franco-yougoslave et la Convention sur le règlement des différends arbitraux ont été signés le 11 novembre 1927 à Paris. Voir : Vuk Vinaver, «Da li je jugoslovensko-francuski pakt iz 1927. godine bio vojni savez», *Vojnoistorijski glasnik*, I, Beograd, 1970, pp. 145-183; Vuk Vinaver, *Jugoslavija*

yougoslaves s'est déroulée conformément à la doctrine française, appuyée, de 1928 à 1936, par des officiers français instructeurs en stage dans l'armée yougoslave. *Le roi de Yougoslavie Alexandre Ier* et les cercles militaires réunis autour du général Petar Živković, figure dominante dans l'armée yougoslave jusqu'en 1936, insistèrent particulièrement sur le soutien militaire de la France.<sup>3</sup> Un léger refroidissement de la politique étrangère yougoslave vis-à-vis de la France a commencé au début de 1934 lorsque, après l'arrivée du Parti national-socialiste au pouvoir en Allemagne, le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Louis Barthou, a commencé à rechercher un soutien important en matière de politique étrangère, pour contenir l'Allemagne, auprès de l'URSS et de l'Italie. L'idée d'une coopération avec Mussolini et Staline comme épine dorsale d'une nouvelle politique étrangère française n'a guère séduit le roi yougoslave, qui considérait les nouveaux alliés français comme ses plus grands ennemis.<sup>4</sup> Les points de vue des deux pays ne s'accordaient pas non plus à propos de l'Allemagne car, après l'échec de la tentative du roi de Yougoslavie de résoudre les problèmes litigieux avec l'Italie lors des négociations de 1932, il commença à manifester un intérêt croissant pour des relations plus étroites avec Hitler qui lui semblait être, dans ces circonstances internationales, un possible soutien pour la politique étrangère de la Yougoslavie et un protecteur contre l'expansion italienne.<sup>5</sup> L'accord Laval-Mussolini signé le 7 janvier 1935 dans le but de préserver l'indépendance de l'Autriche par la coopération de l'Italie et de la France dans la région du Danube et l'inviolabilité des frontières yougoslavo-hongroise et roumano-hongroise ont affaibli les positions de la Yougoslavie

---

*i Francuska između dva svetska rata (Da li je Jugoslavija bila francuski satelit?)*, Beograd, 1985, pp 116-127; et *Balkanski ugovorni odnosi 1876-1996*, II tom, 1919-1945. (édité par Momir Stojković), Službeni list SRJ, Beograd, 1998, pp. 271-278.

<sup>3</sup> Mile Bjelajac, *Vojska Kraljevine SHS/Jugoslavije 1922-1935*, Institut za noviju istoriju Srbije, Beograd, 1994, pp. 222-224.

<sup>4</sup> Vuk Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata (Da li je Jugoslavija bila francuski satelit?)*, Beograd, 1985, p. 256.

<sup>5</sup> Vuk Vinaver, «Početak nemačke orijentacije stare Jugoslavije», *Istorijski zapisi*, Istorijski institut Crne Gore, Titograd, 3-4, 1977, str. 800; Milan Vanku, *Mala Antanta 1920-1938*, IP Dimitrije Tucović, Titovo Užice, 1969, pp. 102-103.

vis-à-vis de l'Italie, devenant ainsi un allié majeur de la France contre l'expansion allemande, dont la politique française privilégiait les intérêts par rapport à ceux des Yougoslaves.<sup>6</sup> La confiance de la Yougoslavie en la France va s'affaiblir avec le déclenchement de la crise d'Abyssinie provoquée par l'agression italienne en Ethiopie en 1935. La Yougoslavie modifie ensuite sa politique étrangère et commence à chercher un soutien au Royaume-Uni avec lequel elle partage les mêmes réticences anti-italiennes, plutôt qu'en France. Par la suite, le Royaume coordonne de plus en plus sa politique avec le Royaume-Uni, qui appuie son rapprochement avec l'Allemagne pour des raisons politiques et économiques.<sup>7</sup> Cependant, la Yougoslavie continuait d'entretenir des relations relativement correctes avec la France, qui étaient particulièrement soulignées par le facteur militaire. Pour cette raison, le traité d'amitié avec la France a été renouvelé en 1933 et 1937 et était en vigueur au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

\* \* \*

Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne, la Yougoslavie déclara sa neutralité et, dès le 2 septembre 1939, une mobilisation partielle commença. Lors de la crise de septembre 1939, environ 500 000 personnes ont été mobilisées.<sup>8</sup> Le nouvel état de guerre a imposé des obligations en matière de coopération du renseignement avec la France car la Yougoslavie, à l'époque du gouvernement de Stojadinović, a prolongé le Pacte d'amitié de 1927, qui contenait également une convention militaire secrète exigeant que les deux états-majors modifient leur vision de la coopération technique en cas d'accords coercitifs de défense de la paix et dans le cadre des

<sup>6</sup> Voir plus à ce sujet : Ž. Avramovski, *Balkanske zemlje i velike sile 1935–1937 : od italijanske agresije na Etiopiju do jugoslovensko-italijanskog pakta*, Prosveta, Beograd, 1968, pp. 29–30.

<sup>7</sup> Voir plus à ce sujet : Vuk Vinaver, *Svetska ekonomska kriza u Podunavlju i nemački prodor 1929–1934*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1987; Dušan Likač, *Treći Rajh i zemlje Jugoistočne Evrope, I (1933–1936)*, Vojnoizdavački zavod, Beograd, 1982; Dalibor Denda, *Jugoslovenska vojska i Treći Rajh 1933–1941* (doktorska disertacija u rukopisu), Filozofski fakultet, Beograd, 2016, pp. 234–246.

<sup>8</sup> *Militärwochenblatt*, № 50, Berlin, den 14. Juni 1940, p. 2258.

décisions de la Société des Nations.<sup>9</sup> Conformément à la convention, afin de maintenir la liaison et l'échange de renseignements avec le « deuxième bureau » français. Un centre de renseignement à Berne (Suisse) a été créé lors de l'agression allemande contre la Pologne à l'autonomie 1939<sup>10</sup>. Dès le 11 septembre, l'état-major yougoslave a fourni aux Français les premières informations sur le mouvement des transports militaires transportant du matériel de guerre sur la ligne Bratislava-Vienne, sur les mesures de mobilisation en Hongrie, sur les livraisons de matériel de guerre à la Bulgarie et sur l'état d'avancement des préparatifs militaires yougoslaves.<sup>11</sup>

Dans ses relations avec les Yougoslaves, toutefois, le commandement suprême français ne s'est pas limité à une coopération sous contrat dans le renseignement. À savoir, dans les premiers mois de la guerre, les alliés, en premier lieu les Français, ont commencé à élaborer des plans pour un débarquement allié dans les Balkans. Maxime Weygand, le général français, voulait envoyer un corps de Syrie à Salonique, mais seulement si la Grèce le permettait et l'Italie neutre ne s'y opposait pas. Ce plan a rencontré une forte opposition des Britanniques.<sup>12</sup> Le ministère des Affaires étrangères anglais estimait que la neutralité italienne profitait au Royaume-Uni et à la France et que, par conséquent, il ne fallait rien faire dans les Balkans qui puisse amener l'Italie à changer de position. Les milieux militaires français ont préconisé l'ouverture d'un front dans les Balkans pour forcer Hitler à retirer une partie de ses forces du front occidental. À cet égard, le général français Weygand, qui avait

---

<sup>9</sup> Le traité a été renouvelé le 31 décembre 1933, puis en 1937 et est resté en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1942. Voir : *Balkanski ugovorni odnosi 1876-1996*, II tom, 1919-1945. (édité par Momir Stojković), Službeni list SRJ, Beograd, 1998, p. 273.

<sup>10</sup> Archives militaires (ci-après dénommé AM), Agence de sécurité militaire, 2-4,000.01; Ancien service de renseignement militaire yougoslave (étude), II, pp. 189-190.

<sup>11</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland* (Auswärtiges Amt), Deutschen Verlag, Berlin, 1941, 89; Nr. 47; Der Französische Militärattaché in Belgrad an das Französische Kriegsministerium, Telegramm, Geheim, Nr. 128, den 11. September 1939.

<sup>12</sup> Jakob B. Hoptner, *Jugoslavija u krizi 1934-1941*, Nova iskra, Minhen, 1964, p. 240.

déjà été envoyé en Syrie, a rencontré un délégué de l'état-major grec le 10 septembre et, au cours des entretiens, a déclaré qu'il pensait qu'une décision de faire la guerre pourrait tomber dans les Balkans. Il croyait que les alliés seraient obligés d'attaquer les Allemands depuis le sud, parce qu'il était difficile de franchir le « mur occidental » allemand. Weygand a également manifesté un grand intérêt pour la région de Salonique et il a demandé diverses informations. Le représentant grec, le lieutenant-colonel Dovas, apprenant que les Français n'avaient qu'une division en Syrie et que les renforts attendus ne dépasseraient pas deux divisions supplémentaires, a déclaré au général français que les Grecs n'avaient pas besoin d'une telle assistance, puisqu'ils avaient eux-mêmes 20 divisions et qu'ils n'avaient besoin que de meilleures armes et surtout d'avions. Afin de créer une tête de pont à Salonique, la France avait avant tout besoin de déployer des forces aériennes puissantes.<sup>13</sup>

Après avoir constaté le rejet des Grecs, Weygand se tourna vers les Yougoslaves et lors du dîner avec l'ambassadeur de France à Ankara le 11 septembre, il exprima des vues similaires sur le front de Salonique au député yougoslave Šumenković. Il a déclaré qu'en tant que soldat, il n'avait aucune confiance en l'Italie et en sa neutralité et qu'il estimait qu'on ne devrait pas lui permettre de se positionner dans les Balkans et en Méditerranée avec une action militaire soudaine qui présenterait des difficultés pour l'Angleterre et la France. Il faisait notamment allusion à la soudaine attaque italienne sur Salonique et à son occupation. Il a ajouté que l'armée grecque n'était pas suffisamment préparée pour une guerre aérienne et pour la défense contre les unités motorisées. L'occupation italienne de Salonique priverait l'Angleterre et la France d'une base adéquate dans les Balkans. Selon Weygand, l'Italie, qui détenait Salonique en liaison avec le Dodécanèse et la Cyrénaïque, serait en mesure de lancer des attaques réussies en Méditerranée, et plus particulièrement dans sa partie orientale. Il a également déclaré qu'il amenait constamment des troupes en Syrie pour sécuriser la Méditerranée orientale, mais qu'il envisageait toujours de créer un front à Salonique. Weygand a

---

<sup>13</sup> Bogdan Krizman, *Vanjska politika jugoslavenske države 1918–1941*, Školska knjiga, Zagreb, 1975, pp. 118-119.

dit tout cela à Šumenković uniquement à titre personnel et il a souligné que la décision finale devait être prise par les politiciens, mais il a indiqué qu'il avait reçu un rapport de l'ambassadeur de France à Rome selon lequel le gouvernement italien était divisé et qu'une partie des ministres chargés d'entrer en guerre appartenait au « parti allemand », tandis que la deuxième partie, dirigée par le comte Ciano, était pour l'extension de la neutralité. Il a noté qu'à son avis les pays des Balkans qui seraient un jour obligés d'entrer en guerre devraient le faire immédiatement. Il a répété qu'une solution à la guerre était difficilement envisageable sur le front occidental et qu'il pensait que cette solution pourrait être obtenue d'abord dans les Balkans.<sup>14</sup> Une pensée similaire a également été adoptée à Belgrade, d'où l'envoi de messages à Londres provenant de cercles supérieurs et de l'état-major, indiquant que les alliés avaient commis l'erreur irréparable de ne pas obliger l'Italie à entrer en guerre. La raison en était que, si la guerre sur le front occidental devenait statique, le meilleur moyen de rendre la position de la Pologne moins difficile était de forcer les Allemands à se retirer du front polonais pour les obliger à envoyer en Italie les renforts nécessaires à sa consolidation. En dépit de ce renforcement, L'état-major yougoslave croyait que l'Italie succomberait rapidement à une défaite militaire ou à la révolution intérieure. Sa défaite aurait un impact moral déprimant sur l'Allemagne, tout en encourageant les États balkaniques qui, après la défaite italienne, seraient mieux à même de contrer l'invasion des Balkans, que les dirigeants allemands devraient décidée dès que la Pologne serait brisée pour garantir les succès dont le pouvoir avait besoin pour galvaniser le peuple. Le même argument a été avancé par les Français auprès de l'ambassadeur britannique à Paris. Il s'agissait donc probablement d'une action synchronisée franco-yougoslave contre les Britanniques.<sup>15</sup> Au même moment, le chef d'état-major yougoslave,

<sup>14</sup> Archives de Yougoslavie (ci-après dénommé AY), Mission du Royaume de Yougoslavie en Turquie Ankara (ci-après dénommé 370), 370-21 – 433 ; strictement confidentiel 192, Ankara, le 12 septembre 1939.

<sup>15</sup> Public Record Office, Foreign Office (ci-après dénommé PRO, FO) 371/23885, R 7557/409/92 ; Télégramme ouvert du député Kembel de Belgrade au Ministère britanniques des affaires étrangères, N° 67, Belgrade, le 11 septembre 1939 ; *Britanci o Kraljevini Jugoslaviji* (édité par Ž. Avramovski), III (1939 – 1941), Archives de Yougoslavie, Belgrade, 1996, p. 237.

le général Dušan Simović, annonçait à l'attaché militaire allemand que la Yougoslavie ferait également usage des armes pour défendre sa neutralité envers la France et l'Angleterre.<sup>16</sup> En revanche, le 13 septembre, l'attaché militaire français à Belgrade a annoncé que le prince adjoint Pavle Karađordjević avait l'intention d'envoyer au général Maurice Gamelin, un commandant de la division de cavalerie de Zagreb et ancien attaché militaire à Paris, le général Dimitrije Predić, qui n'était pas satisfait du travail du colonel Dragutin Savić qui, en tant qu'attaché de défense yougoslave à Paris, a maintenu le contact avec l'état-major français. Gamelin répondit le lendemain que le prince lui avait envoyé un homme de confiance très important, dont il ne devait pas divulguer les informations, mais qu'il ne s'agissait pas du général Predić.<sup>17</sup> En septembre 1939, le général Emilo Belić fut envoyé à l'état-major français.<sup>18</sup> Un attaché militaire allemand a considéré que le général Belić se rendait en Espagne, en France, en Belgique et aux Pays-Bas, en raison de la question urgente des achats d'armes.<sup>19</sup> L'idée d'un front de Salonique a cependant été abandonnée après l'invasion de la Pologne orientale par les troupes soviétiques le 17 septembre, dont on ne savait pas si elles se dirigeraient vers la Roumanie. Le 6 octobre, le gouvernement anglais a décidé de ne rien faire à propos de Salonique.<sup>20</sup>

Le principal problème de la Yougoslavie dès lors était le refus des alliés de lui vendre des armes. Depuis la signature d'un accord avec les Allemands le 5 octobre 1939 sur la substitution des armes pour les matières premières, la Yougoslavie a également

---

<sup>16</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, Beograd, 1985, p. 420.

<sup>17</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland* (Auswärtiges Amt), Berlin, 1941, 90; Nr. 48; Der Französische Militärattache in Belgrad an das Französische Kriegsministerium, Telegramm, Geheim Nr. 134, Belgrad, den 13. September 1939.

<sup>18</sup> Archives de l'Académie serbe des sciences et des arts, fonds de Milan Antić, 14387/8695.

<sup>19</sup> *Aprilski rat 1941*, Zbornik dokumenata (Fabijan Trgo), Vojnoistorijski institut, Beograd, 1969, I, pp. 385-386; Dokument br.112: Obaveštenje nemačkog Generalštaba KoV od 5. oktobra 1939. godine Vrhovnoj komandi Vermahta o mobilizacijskim merama u Kraljevini Jugoslaviji.

<sup>20</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 419.



utilisé cet accord pour faire pression sur les alliés.<sup>21</sup> Le Gouvernement a publié un décret portant création du Commissariat aux minerais et métaux à l'Inspectorat de la défense terrestre, qui limitait le contrôle de la livraison des produits d'extraction et de fonderie dans le pays et à l'étranger (les mines de Bor et Trepča).<sup>22</sup> L'objectif était d'utiliser des matières premières stratégiques comme principal moyen d'échange pour l'achat d'armes. En annonçant ces mesures, le comte d'Halifax a convoqué le député yougoslave Subotic au Ministère britannique des Affaires étrangères (Foreign Office) et il s'est déclaré préoccupé par le fait que les produits des mines exploitées par les Britanniques iraient de ce fait principalement en Allemagne avec laquelle l'Angleterre était en guerre.<sup>23</sup> Les mesures rencontrèrent de vives protestations franco-britanniques, auxquelles le prince Pavle et Aleksandar Cincar-Marković répondirent par une demande d'armes.<sup>24</sup> Par la suite, en octobre et novembre 1939, le chef d'état-major yougoslave, le général Dusan Simović, mena des négociations avec les représentants du commandement suprême français et de l'état-major impérial britannique en vue d'obtenir des alliés les armes nécessaires, notamment les armes de défense anti-blindées et anti-aériennes, ainsi que les blindés (chars) et les unités motorisées, les aéronefs, l'artillerie lourde et les camions pour transporter des munitions et de la nourriture. Les négociations ont également porté sur l'ouverture du front des Balkans.<sup>25</sup> En octobre, un attaché militaire français, le général Merson, espérait que les événements forceraient encore la Yougoslavie à entrer en guerre du côté français.<sup>26</sup> Les Anglais étant les plus sceptiques quant à l'ouverture du front des Balkans, le prince

<sup>21</sup> Далибор Денда, „Војна обавештајна служба у Краљевини СХС/Југославији (1918 – 1941)», *Војноисторијски гласник*, бр. 2, Београд, 2010, стр. 20–39.

<sup>22</sup> AY Mission du Royaume de Yougoslavie à Londres (ci-après dénommé 341), 341II/1939 ; «Pri Inspekciji zemaljske odbrane osniva se komesarijat za rude i metale» (extrait de journal).

<sup>23</sup> AY, 341 – II/1939; Mission du Royaume de Yougoslavie à Londres, strictement confidentiel n°1692 du 21 octobre 1939.

<sup>24</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 427.

<sup>25</sup> AM (inventaire 16 – matériel donné et racheté, ci-après dénommé P – 16) P – 16, K – 8, F1, n° 2, liste 136.

<sup>26</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 421.

Pavle proposa en novembre 1939 de renforcer la coopération avec les Français et sollicita l'autorisation d'envoyer une mission militaire à Paris. Pour sa part, Weygand souhaitait envoyer un officier de l'Armée de l'air à Belgrade afin de maintenir des liens secrets avec le commandement suprême yougoslave, roumain et grec sans y entraîner les Britanniques.<sup>27</sup> Lors des négociations conduites début novembre, l'attaché militaire français a indiqué que le chef de l'état-major yougoslave Simović montrait des signes de confiance accrue et que les mesures nécessaires seraient prises immédiatement pour améliorer la capacité ferroviaire de Salonique. Simović a souligné auprès du député français Brugère que les négociations commerciales qui devaient débiter le 27 novembre seraient utiles. Brugère estimait que ces négociations, qui étaient essentielles aux intérêts des alliés en Yougoslavie et au renforcement du blocus de l'Allemagne, ne pourraient aboutir que si les alliés acceptaient de fournir à la Yougoslavie le matériel de guerre dont elle avait absolument besoin. Brugère a demandé au gouvernement français de décider si l'aggravation du blocus de l'Allemagne méritait de livrer à la Yougoslavie une petite partie des réserves de matériel de guerre alliées.<sup>28</sup> Le 10 novembre, Édouard Daladier a écrit à Gamelin qu'il avait accepté de fournir à la Yougoslavie de nouvelles armes françaises.<sup>29</sup> Un protocole contenant une liste de matériel de guerre acheté en France en échange de la livraison de cuivre a été signé le 24 décembre 1939.<sup>30</sup> Le traité anglo-yougoslave a été signé le 20 décembre 1939 et les nouveaux contrats ont été signés

<sup>27</sup> J. B. Hoptner, *Jugoslavija u krizi 1934–1941*, p. 241.

<sup>28</sup> Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland (Auswärtiges Amt), Berlin, 1941, 93; Nr. 50; Der Französische Ministerpräsident und Minister des Auswärtigen Daladier an das Französische Kriegsministerium und an den Oberbefehlshaber des französischen Heeres General Gamelin, (Auscug) Betrifft: Liferung von Material an Jugoslawien, Herr de Boisanger 10. November 1939, Telegramm. 834, vom 8. November aus Belgrad.

<sup>29</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 419.

<sup>30</sup> AM (inventaire 17 matériel de l'armée du Royaume des Serbes des Croates et des Slovènes / Yougoslavie, ci-après dénommé P – 17) P – 17, K – 135, F – 4, n° 35 ; strictement confidentiel n° 9756 du 30 décembre 1939 – au ministre des affaires étrangères Aleksandar Cincar-Marković.

en janvier 1940.<sup>31</sup> Après cela, jusqu'en avril 1940, un bataillon complet de 54 chars légers *Renault R35* fut livré à la Yougoslavie, qui était à l'époque un des véhicules de combat les plus modernes de sa catégorie.<sup>32</sup>

Le 23 novembre, un attaché militaire français de Belgrade a fait état du désir du prince et de l'état-major yougoslave de resserrer ses liens avec le représentant de l'armée française, ainsi que de la demande du ministère de l'Armée et de la Marine d'autoriser l'envoi d'une mission militaire yougoslave en France. À cet égard, le général Gamelin a décidé d'envoyer un officier de l'état-major français à Belgrade pour établir des contacts plus étroits et nécessaires avec le commandement suprême « serbe ». Il était également d'avis que l'envoi d'une mission militaire yougoslave en France ne pourrait être que bénéfique et il a suggéré que le Premier ministre français, Daladier, accepte l'envoi de la mission.<sup>33</sup> Gamelin a envoyé le commandant Carolet à Belgrade, alors que Weygand était convaincu, début décembre, depuis la Syrie, que l'action des Balkans pouvait réussir. Le gouvernement britannique a finalement accepté les propositions françaises et a proposé des pourparlers militaires français avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce. Le ministre de l'Armée yougoslave, le général Milan Nedić, a reçu Carolet en décembre et a demandé l'établissement de liens plus étroits.<sup>34</sup> Les entretiens ont été menés entre quatre yeux et sans aucune trace écrite. Seuls les attachés militaires, le général Merson et le commandant Carolet, arrivés en France le 19 décembre, connaissaient donc leur contenu du côté français.<sup>35</sup> Selon le général

<sup>31</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 427.

<sup>32</sup> Voir plus à ce sujet: Dalibor Denda, «Tenkovske jedinice u Vojsci Kraljevine Jugoslavije (1930–1941)», *Vojnoistorijski glasnik*, Institut za strategijska istraživanja – Odeljenje za vojnu istoriju, Beograd, 1, 2009, pp. 156–157.

<sup>33</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland* (Auswärtiges Amt), Berlin, 1941, 94; Nr. 51; Der Oberbefehlshaber des französischen Heeres General Gamelin an den Französischen Ministerpräsidenten, Landesverteidigungs- und Kriegsminister Daladier, Geheim, Nr. 126 – Cab./D.N., Großes Hauptquartier, den 27. November 1939.

<sup>34</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p. 425.

<sup>35</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland*, Berlin, 1941, 99; Nr. 55; Der Französische Militärattache in Belgrad an den Oberbefehlshaber

Simović, les Yougoslaves ont alors coopéré pour élaborer des plans pour le commandant des troupes françaises en Syrie, le général Weygand, concernant la possible ouverture d'un front sur le Danube du côté des forces du pacte balkanique (Roumanie, Yougoslavie, Grèce et Turquie).<sup>36</sup> Plus précisément, lors d'une réunion de généraux anglais et français au commandement suprême français le 11 décembre 1939, Gamelin demanda la défense des Balkans et assura que la Yougoslavie était déjà en négociation avec la France. Les représentants anglais ont estimé que rien ne devrait être fait sans que l'Italie n'en prenne connaissance, alors que Weygand a suggéré que tout dans les Balkans soit préparé pour la défense et pour un éventuel débarquement allié.<sup>37</sup>

Après avoir obtenu l'approbation des alliés occidentaux, à la fin de 1939, le général Dušan Simović, chef d'état-major, décida d'envoyer le capitaine de frégate à la retraite et de réserve Božidar Mažuranić, en tant qu'observateur non officiel, sur le front occidental en Angleterre, en France et en Espagne.<sup>38</sup> Cependant, les relations avec les Allemands n'étant pas négligées, le général de brigade Ivan Prpić<sup>39</sup> fut également envoyé officieusement du côté allemand du front dans le même rôle, tandis qu'à la fin de 1939, le premier adjudant de Sa Majesté le Roi, le général de division Nikola Hristić, qui accompagnait le prince Pavle lors de sa visite à Berlin, a adressé ses vœux de *Nouvel An* au maréchal Göring et au major général Bodenschatz via la mission allemande.<sup>40</sup>

---

des französischen Heeres (Kabinett) für den Französischen Ministerpräsidenten, Landesverteidigungs- und Kriegsminister, Generalstab des Heeres – 2. Büro, Nr. 171/S, Geheim, Bericht, Betrifft: Mission des Majors Carolet, Belgrad, den 20. Dezember 1939.

<sup>36</sup> AM, P-16, K-8, F-1, n° 2, liste 136; Душан Симовић, *Мемоари армијског генерала*.

<sup>37</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, pp. 425–426.

<sup>38</sup> Далибор Денда, *Шлем и шајкача: војни фактор и југословенско-немачки односи (1918–1941)*, Матица српска, Нови Сад, 2019, стр. 550.

<sup>39</sup> AM, P-17, K-12, F-1, n° 2; État-major, Service du renseignement, strictement confidentiel n° 39 du 5 janvier 1940.

<sup>40</sup> Archiv des Auswärtiges Amtes, Politisches Archiv (Berlin), R – 103321; Politische Beziehungen Jugoslawiens zu Deutschland von September 1939 bis 4. Dezember 1941; Pol. IV 42; Deutsche Gesandtschaft, Pers G 9, Belgrad, den 31. Dezember 1939.

En janvier 1940, Gamelin préconisait des liens plus étroits avec les états-majors de Yougoslavie, de Roumanie et de Grèce.<sup>41</sup> Lors d'une conférence du Conseil permanent du pacte balkanique à Belgrade, les 2 et 4 février, la Grèce et la Turquie ont soulevé la question de la défense commune contre l'agression d'un pays non balkanique aux frontières extérieures des pays balkaniques. Cette extension des obligations a été acceptée principalement parce que l'on croyait qu'il n'y aurait pas d'attaque immédiate de la part de l'Allemagne, car l'extension de la guerre à la région irait essentiellement à l'encontre de ses intérêts économiques et qu'elle préserverait l'URSS d'intentions analogues. Aucun document écrit relatif à cette décision n'a été gardé, pas plus qu'à propos des obligations précises des états membres qui, par simple accord oral, ont admis la nécessité d'envisager des préparatifs conjoints de défense contre une éventuelle attaque extérieure. Pour cette raison, il a été décidé d'introduire un contact direct constant et discret entre les états-majors afin d'étudier les questions de défense présentant un intérêt pour les quatre alliés. Pour établir ces contacts, un conseil a été constitué à Athènes sous la présidence du chef de l'état-major grec, Aléxandros Papàgos, qui était composé d'attachés militaires des états membres représentant leurs états-majors.<sup>42</sup>

Début mars, le général Gamelin a expliqué sa position concernant l'ouverture d'un front en Scandinavie visant à réduire l'approvisionnement de l'Allemagne en minerai de fer provenant de Suède. Il a plaidé pour que ces opérations soient combinées à l'ouverture d'un front dans les Balkans, affaiblissant davantage le potentiel de guerre économique de l'Allemagne. Gamelin estimait, d'un point de vue militaire, qu'une action dans les Balkans serait plus bénéfique pour la France que celle en Scandinavie, car le front s'élargirait davantage, tandis que la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie renforceraient les forces alliées de 100

---

<sup>41</sup> V. Vinaver, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata*, p.426 ; Comparez : Elisabeth Barker, *Britanska politika na Balkanu u II svjetskom ratu*, Globus, Zagreb, 1978, pp. 32–33.

<sup>42</sup> Živko Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1986, pp. 343–344.

divisions. La Suède et la Norvège ne pouvaient déployer que 10 divisions. La force des troupes que les Allemands devraient retirer du front occidental pour s'opposer à la nouvelle action des alliés devrait être, à son avis, au moins aussi élevée. Gamelin a estimé que l'Italie était la clé du succès de l'entreprise dans les Balkans.<sup>43</sup> Entre-temps, l'état-major grec a lancé une étude d'opérations communes, qui a été soumise au général Metaxàs le 13 mars, accompagnée de points de vue sur la conduite d'opérations conjointes. Elle a également été confiée à un attaché militaire français pour être remise au général Weygand au Moyen-Orient.<sup>44</sup> À la mi-mars, une mobilisation semblable à celle de l'automne 1939 a commencé en Yougoslavie, justifiée par des raisons politiques internes et la nécessité de renforcer la cohésion d'une société déchirée par des querelles entre des parties croates et serbes qui, à la connaissance de l'attaché militaire allemand, le colonel Rudolf Toussaint, ont aidé, et financièrement, les puissances occidentales et, secrètement, l'Italie. L'armée devait atteindre un maximum de 500 000 hommes, comme ce fut le cas l'année précédente.<sup>45</sup>

A la suite du lancement de l'offensive allemande contre le Danemark et la Norvège, à la mi-avril 1940, sur proposition du prince Pavle, le général Milan Nedić discuta avec l'ambassadeur de France, Raymond Brugère, du meilleur moyen de renforcer les liens entre les états-majors yougoslave et français.<sup>46</sup> Concernant la question des aéroports militaires et de leur utilisation, qui préoccupait beaucoup le général Weygand, ils ont convenu que Nedić permettrait à un homme de confiance du général Weygand d'entrer en Yougoslavie

<sup>43</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland*, Berlin, 1941, 101; Nr. 56; Aufzeichnung des Oberbefehlshabers des französischen Heeres General Gamelin betreffend die Teilnahme französisch-britischer Streitkräfte an den Operationen in Finland (Auszug), Streng Geheim, Nr. 104/I den 10. März 1940.

<sup>44</sup> Živko Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Beograd, 1986, p. 350.

<sup>45</sup> *Aprilski rat 1941*, ZD, Beograd, 1969, I, pp. 578–579; Dokument br.181: Izveštaj nemačkog vojnog atašea u Beogradu od 13. marta 1940. godine – Generalštabu KoV o situaciji u Jugoslaviji.

<sup>46</sup> En savoir plus sur les activités du général Milan Nedić jusqu'à la guerre d'avril: Dalibor Denda, «Prilozi za biografiju generala Milana Nedića do aprilskog rata 1941. godine», Veljko Đurić – Mišina, *General Milan Nedić i domaća uprava u Srbiji 1941–1944. godine*, Muzej žrtava genocida, Beograd, 2017, pp. 11–30.

dans le plus grand secret, en tenue civile, et de visiter les installations militaires yougoslaves souhaitées.<sup>47</sup> Dans le même temps, le ministre turc des Affaires étrangères, Sükrü Caracoglu, a évoqué la possibilité de convoquer une réunion des attachés militaires des états du pacte balkanique afin de discuter de la défense commune contre l'agression étrangère. Les gouvernements grec et roumain ont soutenu la proposition mais le gouvernement yougoslave s'y est opposé car il prévoyait d'importantes livraisons de matériel de guerre en provenance d'Allemagne au cours des six prochains mois et ne voulait rien faire qui puisse menacer ces livraisons.<sup>48</sup> Par la suite, son homologue français a présenté ses plans de défense des Balkans à un attaché militaire yougoslave en Turquie, le colonel Petar Tomac. Selon ce que Tomac a entendu de l'attaché militaire français du général de division d'Arbonneau, Weygand considérerait la défense des Balkans comme un tout. Son idée principale était de rassembler le gros des forces yougoslaves et roumaines sur une solide ligne de campagne où ils devaient attendre l'arrivée des troupes alliées. Quelles que soient les pertes territoriales, les armées yougoslave et roumaine devaient rechercher la ligne de défense la plus commode à utiliser avant l'arrivée de l'armée alliée et à partir de laquelle, les forces non utilisées pourraient poursuivre leurs opérations. Weygand craignait particulièrement que les armées yougoslave et roumaine ne fassent pas l'objet d'une bataille à la frontière, où elles seraient exposées à des forces ennemies supérieures sur un terrain moins favorable. Il pensait qu'il n'était pas nécessaire de tout défendre, les Polonais s'étant trompés. Selon le plan que d'Arbonneau (Charles-Henri-Paul d'Arbonneau) aurait montré à Tomac sur la carte des Balkans à l'échelle 1/1 000 000, la ligne de défense yougoslave-roumaine irait d'ouest en est de Šibenik (en concluant avec ça) rive gauche de la Krka – Jadovnik – Lisina – Borja (montagne) – Majeвица (montagne) – Brčko – Fruška

<sup>47</sup> *Dokumente zum Konflikt mit Jugoslawien und Griechenland*, Berlin, 1941, 104; Nr. 58; Der französische Gesandte in Belgrad an das Französische Außenministerium, Telegramm, Geheim, Nr. 364 – 366, Belgrad, den 16. April 1940.; J. Б. Хоптнер, *Југославија у кризи 1934–1941*, Minhen, 1964, p. 241.

<sup>48</sup> Ž. Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Beograd, 1986, p. 354.

gora (va sur toute sa longueur) du canal de Bega à la rivière Mureș frontière nord des Alpes de Transylvanie Galați Danube à l'embouchure. Du côté yougoslave, de Majevisa au sud, une variante était prévue, qui allait dans la direction principale de Travnik à Split au cas où l'aile gauche du front yougoslave serait relâchée. Derrière la ligne de défense principale, soutenue par Fruška gora et le canal de Bega, une seconde ligne de défense (d'ouest en est) était prévue : la rive gauche de la Neretva – Sarajevo – Belgrade la rive droite du Danube les Alpes de Transylvanie – Danube à l'embouchure. D'Arbonneau a également indiqué que l'attaché militaire français à Belgrade avait l'impression que les milieux militaires yougoslaves souhaitaient organiser la défense à la frontière. D'Arbonneau n'a pas commenté l'action des troupes alliées et turques. Tomac a eu l'impression que l'armée française devait débarquer à Salonique et à partir de là agir sur la situation. En l'absence de complications avec l'Italie et la Bulgarie, l'armée aurait dû déménager à Belgrade pour assurer la liaison avec les armées yougoslave et roumaine. Tomac a appris plus tard par le chef de l'état-major de d'Arbonneau que l'armée française devait débarquer à Salonique et les Anglais à Gallipoli pour une action en Thrace. Quant à la Turquie et à sa coopération dans le cas de la guerre dans le nord des Balkans, la même source lui a dit qu'une convention stipulait que la Turquie entrerait automatiquement en guerre dans le cas où les armées attaquant casseraient les frontières de la Bulgarie et de la Grèce, mais qu'il croyait que la Turquie déciderait d'entrer plus tôt dans la guerre. En ce qui concerne la Bulgarie, de l'avis de ce Français, elle aurait pour ultime objectif de rater les troupes alliées turques. Si elle s'opposait aux armes, il estimait que l'armée turque, assistée par des alliés (anglais), la vaincrait rapidement si des pressions étaient également exercées sur la vallée de la Strymon. On pourrait en conclure que l'assistance des alliés et des Turcs à la Yougoslavie et à la Roumanie envahies s'exprimerait dans deux directions : l'armée anglo-turque devait pénétrer en Bulgarie, bon gré mal gré, et soutenir l'armée roumaine le long de la ligne qui allait de l'embouchure du Danube aux Alpes de Transylvanie, et la France se dirigerait vers Belgrade pour garantir un lien entre les armées



yougoslave et roumaine, renforçant ainsi les deux principaux piliers du front des Balkans (Yougoslavie et Roumanie).

À propos de la remarque de Tomac selon laquelle l'entrée de l'Italie dans la guerre pourrait gâcher toutes ces combinaisons, en particulier compte tenu de la position du Dodécanèse par rapport à la communication Beyrouth-Thessalonique, il a dit sous une forme détournée qu'il pensait que le Dodécanèse devrait être occupé le plus tôt possible et que les troupes venues de Syrie et d'autres régions du Moyen-Orient seraient transportées par chemin de fer à travers la Turquie. À cet égard, il a souligné qu'il serait préférable que les alliés soient déjà à Salonique, mais il a ajouté que les États balkaniques eux-mêmes s'y opposaient. À la remarque de Tomac selon laquelle le déploiement d'alliés à Salonique provoquerait sûrement une réaction allemande et une guerre dans les Balkans à un moment où l'armée allemande n'était pas encore sérieusement engagée et où les États balkaniques, à partir de la Turquie, n'étaient pas encore prêts pour la guerre, il a répondu qu'il serait préférable d'attendre l'automne. Tomac a indiqué que la date limite de cet automne coïncidait avec l'opinion du ministre des Affaires étrangères turc, qui avait depuis peu déclaré au député Šumenković qu'il ne croyait pas que les alliés feraient quoi que ce soit qui pourrait déclencher une guerre dans les Balkans.<sup>49</sup>

Pourtant, avec le retrait de l'Angleterre de Norvège et l'effondrement de la France, tous les projets français d'atterrissage à Salonique sont tombés à l'eau.<sup>50</sup> Après l'attaque allemande contre la Belgique et la France, Mussolini a réactivé les préparatifs de l'attaque contre la Yougoslavie.<sup>51</sup> En réaction, au printemps 1940, la Yougoslavie maintenait 650 000 personnes sous les armes.<sup>52</sup> À la mi-avril, le commandement suprême de la Wehrmacht avait appris que le prince éprouvait de la sympathie pour l'Allemagne,

<sup>49</sup> AY, 370 – 21 – 638 – 640; *Погледи генерала Вегана на одбрану Балкана са севера*; Attaché militaire du Royaume de Yougoslavie en Turquie – Chef d'état-major (Premier service du renseignement), strictement confidentiel n° 93, Ankara, du 20 avril 1940.

<sup>50</sup> B. Hoptner, *Jugoslavija u krizi 1934–1941*, Minhen, 1964, p. 241.

<sup>51</sup> Ž. Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Beograd, 1986, p. 355.

<sup>52</sup> *Militärwochenblatt*, № 50, Berlin, den 14. Juni 1940, S. 2258.

mais qu'il se méfiait de l'Italie et de l'URSS.<sup>53</sup> Sa déclaration du 7 mai dit explicitement que le peuple de Yougoslavie a de la sympathie pour l'Allemagne à cause de ses succès militaires et qu'il ne veut pas faire la guerre. Les Yougoslaves avaient peur de l'Italie et ils étaient prudents envers la Hongrie. L'ambiance était contre l'Angleterre.<sup>54</sup> À ce moment-là, dans les cercles militaires français à Ankara, il a été question d'un mémoire envoyé par le général Weygand au gouvernement français, exigeant que la question de la coopération militaire avec les états-majors du pacte balkanique soit clarifiée dès que possible et afin de savoir sur quoi il pouvait compter en cas d'enchevêtrement et quelle serait la principale ligne de défense sur laquelle son action serait concentrée. La deuxième question concernait l'obtention de l'approbation du gouvernement grec sur la base de laquelle les matériels de guerre seraient transférés et stockés à Salonique.<sup>55</sup> À cet égard, l'ambassadeur allemand à Ankara von Papen a rendu visite au député yougoslave Šumenković le 8 mai, l'informant de la nécessité pour la Turquie et les pays des Balkans de rester neutres s'il y avait une guerre entre l'Italie d'un côté et la France et l'Angleterre de l'autre. Il a également déclaré que ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Russie n'avaient d'intention hostile envers les Balkans.<sup>56</sup> Le 9 mai, le commandement suprême de la Wehrmacht a été informé de l'énorme sentiment anti-allemand en Yougoslavie. Le consul allemand Franz Neuhausen a indiqué que l'attaché militaire, le colonel Toussaint, brûlait des documents confidentiels dans une mission à Belgrade, que la mobilisation de l'armée yougoslave battait son plein et que des rumeurs circulaient concernant le déploiement d'unités de chars français et anglais. Les tracts ont été distribués. Selon l'Albanie, trois corps

<sup>53</sup> Франц Гальдер, *Военный дневник. Ежедневные записи начальника Генерального штаба Сухопутных войск 1939-1942 гг.*, Том I. От начала войны с Польшей до конца наступления на Западном фронте (14.8.1939 г.–30.6.1940 г.), Военное издательство Министерства обороны СССР, Москва, 1968, p. 355.

<sup>54</sup> Ф. Гальдер, *Военный дневник*, Том I, Москва, 1968, p. 379.

<sup>55</sup> AY, 370 – 21 – 658 – 659; Šumenković à Cincar-Marković, personnellement, strictement confidentiel n° 777, Ankara, du 8 mai 1940.

<sup>56</sup> AY, 370 – 21 – 658 – 659; Šumenković à Cincar-Marković, personnellement, strictement confidentiel n° 778, Ankara, du 8 mai 1940.

(seulement des divisions) ont été déployés. Il a été déterminé que l'armée yougoslave était passée à une formation de guerre mais que les divisions de réserve n'étaient probablement pas encore entièrement composées.<sup>57</sup>

Entre-temps, les Yougoslaves ont à plusieurs reprises mis en doute le point de vue de leurs alliés sur un éventuel soutien en cas d'attaque italienne. Ainsi, le 17 mai, le comte d'Halifax informa la princesse Olga à Londres de l'information selon laquelle la Grande-Bretagne était impuissante à assister la Yougoslavie en cas d'attaque italienne.<sup>58</sup> Le même jour, le gouvernement yougoslave a interrogé les gouvernements turc et grec sur leur position dans le cas où l'Italie et l'Allemagne attaqueraient la Yougoslavie. La même question a été soulevée à Bucarest. Les Turcs, les Grecs et les Roumains ont exprimé leur volonté de s'entendre sur une assistance mutuelle sur une base réciproque. La Turquie a ajouté qu'elle agirait toujours conformément aux vues exprimées par les gouvernements britannique et français dans cette affaire. Après avoir reçu des informations selon lesquelles les Britanniques n'entreraient pas en guerre contre l'Italie, Šumenković avait annoncé le lendemain qu'il se désistait.<sup>59</sup> Le 18 mai, de Berlin, un député grec a informé que, dès le début du mois, les cercles allemands étaient convaincus que les Anglais essaieraient de déplacer la guerre dans les Balkans au cours de la seconde moitié du mois. Les facteurs de guerre allemands ont donc été résolus pour empêcher l'Angleterre de le faire en entrant dans les États des Balkans. Les succès de l'offensive allemande à l'ouest éliminent momentanément tout danger venant des Balkans, puisqu'il n'y avait plus aucun risque d'atterrissage anglais et donc de contre-mesures allemandes. Le seul danger réel serait de vaincre les Balkans si l'Italie intervenait en Méditerranée. Dans ce cas, si la Grèce ou un autre pays des Balkans adoptait une position hostile ou seulement suspecte,

<sup>57</sup> Ф. Гальдер, *Военный дневник*, I том, Moskva, 1968, p. 381.

<sup>58</sup> PRO, FO 371/25031, R 6165/191/92 ; Note officielle du secrétaire d'État du comte d'Halifax sur sa conversation avec la princesse Olga ; *Britanci o Kraljevini Jugoslaviji*, III (1939–1941), p. 446.

<sup>59</sup> Ž. Avramovski, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Beograd, 1986, p. 35.

alors il serait occupé et détruit à la vitesse de la lumière. Selon le rapport, si les États balkaniques étaient en mesure de garder une attitude juste et neutre, on pouvait penser qu'ils seraient épargnés par la guerre.<sup>60</sup> Immédiatement après avoir reçu ces informations, l'attaché militaire allemand, le colonel Toussaint, a été convoqué le 20 mai, la veille de l'offensive sur la Manche par les troupes allemandes, pour être interrogé par l'état-major yougoslave. A cette occasion, les autorités yougoslaves ont accepté d'influencer leur presse dans l'intérêt de l'Allemagne. Il a ensuite appris qu'un attaché militaire français avait déclaré que les troupes françaises ne pouvaient résister moralement à la vitesse des frappes allemandes et surtout des frappes aériennes, et qu'il y avait deux groupes d'armées de 20 divisions françaises et plusieurs divisions anglaises sur le territoire à l'ouest de la ligne de front allemande Anvers-Saint-Quentin, et que les changements dans le commandement suprême français étaient le signe d'une grande faiblesse. Les Yougoslaves ont demandé à Toussaint d'aider à calmer les cercles militaires et politiques ainsi que le public en Yougoslavie, qui craignait une éventuelle attaque italienne.<sup>61</sup>

Ainsi, l'échec des alliés occidentaux a également scellé le destin de l'ouverture du front des Balkans contre l'Allemagne, tandis que la Yougoslavie et d'autres pays balkaniques favorables aux alliés, confrontés à une nouvelle réalité, ont été contraints de trouver un modus vivendi avec l'Allemagne qui est devenue, après l'effondrement de la France, la maîtresse complète du continent européen.

---

<sup>60</sup> AY, 370 – 21 – 675 ; Télégramme crypté, strictement confidentiel n° 1585, Belgrade, le 19 mai à 21h – Ankara le 20 mai à 08h. Cincar-Marković écrit à l'ambassade d'Ankara.

<sup>61</sup> Bundesarchiv, Militärarchiv (Freiburg im Breisgau), RW, 4/313; Deutsche Gesandtschaft, Telegramm, Nr.400 vom 20.05, Belgrad, den 20.Mai1940.

## Bibliographie

Avramovski, Živko, *Balkanska Antanta (1934–1940)*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1986.

Barker, Elisabeth, *Britanska politika na Balkanu u II svjetskom ratu*, Globus, Zagreb, 1978.

Denda, Dalibor, “Tenkovske jedinice u Vojsci Kraljevine Jugoslavije (1930 – 1941)”, *Vojnoistorijski glasnik*, Institut za strategijska istraživanja – Odeljenje za vojnu istoriju, Beograd, 1, 2009, pp. 147–171.

Denda, Dalibor, *Jugoslovenska vojska i Treći Rajh 1933–1941* (doktorska disertacija u rukopisu), Filozofski fakultet, Beograd, 2016.

Denda Dalibor, “Prilozi za biografiju generala Milana Nedića do aprilskog rata 1941. godine”, Veljko Đurić Mišina, *General Milan Nedić i domaća uprava u Srbiji 1941-1944. godine*, Muzej žrtava genocida, Beograd, 2017, pp. 11–30.

Денда, Далибор, *Шлем и шајкача: војни фактор и југословенско-немачки односи (1918–1941)*, Матица српска, Нови Сад, 2019.

Денда, Далибор, „Војна обавештајна служба у Краљевини СХС/Југославији (1918–1941)», *Војноисторијски гласник*, бр. 2, Београд, 2010, стр. 20–39.

Hoptner, Jakob B., *Jugoslavija u krizi 1934–1941*, Nova iskra, Minhen, 1964.

Krizman, Bogdan, *Vanjska politika jugoslavenske države 1918–1941*, Školska knjiga, Zagreb, 1975.

Vinaver, Vuk, “Da li je jugoslovensko-francuski pakt iz 1927. godine bio vojni savez”, *Vojnoistorijski glasnik*, I, Beograd, 1970, pp. 145–183

Vinaver, Vuk, “Početak nemačke orijentacije stare Jugoslavije”, *Istorijski zapisi*, Istorijiski institut Crne Gore, Titograd, 3–4, 1977, pp. 795 – 800.

Vinaver, Vuk, *Jugoslavija i Francuska između dva svetska rata* (Da li je Jugoslavija bila francuski satelit?), Institut za savremenu istoriju, Beograd, 1985.

## Summary

### **KINGDOM OF YUGOSLAVIA AND FRENCH PLANS ON CREATION OF BALKAN FRONT 1939–1940**

After First world war ended France become main continental power in Europe. Together with Great Britain it guaranteed European security system based on the results of the Paris peace conference (1919 – 1920). As a state of so called “Versailles system” Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes (from 1929 on Kingdom of Yugoslavia) saw France as its main support in foreign policy matters, although there was no formal alliance agreement between two countries. The main reason for that were Yugoslav tensions with neighboring Italy, which was main French ally against Germany at the time. However, being part of “Little Entente” treaty together with Czechoslovakia and Romania, which established closer relations to France, the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes became part of the French security system in Central Europe. That was the reason why France supported occasionally strengthening of Yugoslav military power. France approved 300.000.000 Francs military loan in 1923 and mutual Friendship treaty was signed in 1927. This treaty comprised also a secret military convention on intelligence exchange in case of war. Soon after, the reform of Yugoslav military forces was supported by the French instructors. Although the strength of the political relations declined after 1936, the Friendship pact and military convention stayed in power formally until 1942. When the WWII broke up Yugoslavia announced its neutrality, but exchange of military intelligence with the French Supreme Command started immediately. In 1939 and during the spring 1940 High Yugoslav Military authorities were also involved in negotiations with the allies regarding the ideas of French commanding general in Syria Maxime Weygand of the establishment of the Balkan front against the Axis. Chief of Yugoslav General Staff general Dušan Simović used the negotiations held in November

1939 in Belgrade, to secure shipments of military equipment for the Yugoslav army. In December 1939 French Major Carolet was sent to Belgrade as a liaison officer. At the same time Yugoslavs send retired navy officer Božidar Mažuranić to France. Weygand also negotiated with other Balkan pact member countries. During the negotiations with the Yugoslav War minister general Milan Nedić in April 1940 the questions of use of Yugoslav airports by the allies were discussed in Belgrade. At the same time French representatives negotiated with the Greeks, Romanians and Turks possible joint actions too. After German aggression against Denmark and Norway, the French plans on defense of Balkans were presented to Yugoslav military attaché to Ankara. Meanwhile, thanks to German successes in the northern front the idea of reestablishment of Salonika front has been temporary abounded. At the beginning of May there was a great fear in Yugoslavia from possibility of Italian aggression. Yugoslav allies from the Balkan pact were not ready to support Yugoslavia in case of Italian and German aggression. The same was the position of the Western allies. After success of German offensive at Western Front in May 1940, the idea of ecreation of Balkan front was finally abounded. Yugoslavia and all the other pro allied oriented Balkan countries had to find less painful *Modus Vivendi* with the Axis Powers.

**Key words:** Yugoslavia, France, Second World War, Balkan front, Maxime Weygand.

---

**САЖЕТАК**

**КРАЉЕВИНА ЈУГОСЛАВИЈА И ФРАНЦУСКИ  
ПЛАНОВИ О ОТВАРАЊУ БАЛКАНСКОГ  
ФРОНТА 1939/1940. ГОДИНЕ**

Након завршетка Првог светског рата Француска је постала главна континентална сила у Европи. Заједно са Великом Британијом гарантовала је европски систем безбедности на основу резултата Париске мировне конференције (1919 – 1920). Као држава тзв. „версајског система“, Краљевина СХС (од 1929. године Краљевина Југославија) видела је Француску као свој главни ослонац у спољнополитичким питањима, иако није било формалног споразума о савезу између две земље. Главни разлог за то биле су југословенске тензије са суседном Италијом, која је у то време била главни француски савезник против Немачке. Међутим, као део споразума „Мале Антанте“ заједно са Чехословачком и Румунијом, који је успоставио ближе односе са Француском, Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца је постала део француског система безбедности у средњој Европи. То је био разлог зашто је Француска подржавала повремено јачање југословенске војне моћи. Француска је 1923. одобрила војни зајам од 300.000.000 франака, а 1927. потписан је споразум о међусобном пријатељству. Овај уговор је садржао и тајну војну конвенцију о размени обавештајних података у случају рата. Убрзо потом, реформу југословенских војних снага подржали су француски инструктори. Иако је снага политичких односа после 1936. године опала, пакт о пријатељству и војна конвенција су формално остали на снази до 1942. године. Када је Други светски рат избио, Југославија је објавила неутралност, али је одмах почела размена војних обавештајних података са француском Врховном командом. Током 1939. и током пролећа 1940. Високе југословенске војне



власти су, такође, биле укључене у преговоре са савезницима у вези са идејама француског команданта у Сирији Максима Вејганда о успостављању Балканског фронта против Осовине. Начелник југословенског Генералштаба генерал Душан Симић и искористио је преговоре вођене новембра 1939. у Београду да обезбеди пошиљке војне опреме за Југословенску војску. У децембру 1939. француски мајор Кароле је послат у Београд као официр за везу. У исто време, Југословени шаљу у Француску пензионисаног морнаричког официра Божицара Мажуранића. Вејганд је, такође, преговарао са другим земљама чланицама Балканског пакта. Током преговора са југословенским војним министром генералом Миланом Недићем у априлу 1940. године у Београду се расправљало о питањима коришћења југословенских аеродрома од стране савезника. Истовремено, француски представници су преговарали са Грцима, Румунима и Турцима о могућим заједничким акцијама. Након немачке агресије на Данску и Норвешку, француски планови о одбрани Балкана представљени су југословенском војном аташеу у Анкари. У међувремену, захваљујући немачким успесима на Северном фронту, идеја о поновном успостављању Солунског фронта је привремено напуштена. Почетком маја у Југославији је владао велики страх од могућности италијанске агресије. Југословенски савезници из Балканског пакта нису били спремни да подрже Југославију у случају италијанске и немачке агресије. Исти је био став западних савезника. После успеха немачке офанзиве на Западном фронту у мају 1940. године, идеја о стварању Балканског фронта коначно почела да се развија. Југославија и све друге савезнички оријентисане балканске земље морале су да пронађу мање болан *modus vivendi* са силама Осовине.

**Кључне речи:** Југославија, Француска, Други светски рат, Балкански фронт, Максим Вејган.

---